



## EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

-----  
**Séance du 28 octobre 2013**  
-----

Dossier traité par.  
**M. Smeets**

F/14/Pub voies  
publiques

PRESENTS :

M. GADENNE ALFRED,

BOURGMESTRE – PRESIDENT ;

M. YZERBYT DAMIEN, M. FRANCEUS MICHEL, MME AUBERT BRIGITTE, MME CLOET ANN, MME VANDORPE  
MATHILDE, M. BRACAVAL PHILIPPE, M. CASTEL MARC, ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT,

PRÉSIDENT DU C.P.A.S. ;

MME DELANNOY MICHÈLE, M. DEBLOQ PIERRE, M. VERZELE PHILIPPE, MME SAUDOYER ANNICK, M. SIEUX MARC,  
M. VYNCKE RUDDY, MME DELPORTE MARIANNE, M. VANKEERSBULCK MARC, MME VIENNE CHRISTIANE, M.  
FARVACQUE GUILLAUME, M. VANNESTE GAËTAN, MME VALCKE KATHY, M. TIBERGHIE LUC, M. MISPELAERE  
DIDIER, MME TRATSAERT CHARLOTTE, MME VANELSTRAETE MARIE-HÉLÈNE, M. HARDUIN LAURENT, M.  
MOULIGNEAU FRANÇOIS, M. VAN GYSEL PASCAL, M. DELWANTE FABRICE, MME AHALLOUGH FATIMA, M.  
VANDERCLEYEN BERNARD, M. VARRASSE SIMON, M. VACCARI DAVID, MME LOCQUET KATHY, MME DELTOUR  
CHLOÉ, MME BIANCATO STÉPHANIE, M. ROOZE NICOLAS, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

M. DELAERE CHRISTIAN,

DIRECTEUR GÉNÉRAL.

### OBJET : TAXE SUR L'USAGE DE LA VOIE PUBLIQUE A DES FINS PUBLICITAIRES

#### LE CONSEIL COMMUNAL :

Vu les articles 162 et 170 §4 de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2)  
portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation;

Vu la circulaire du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville du 23 juillet 2013 relative à l'élaboration  
des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne pour l'année 2014 ;

Vu les finances communales, la situation budgétaire de la commune et la nécessité pour elle de se procurer  
des ressources ;

Considérant que la commune établit la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à  
l'exercice de ses missions ;

Considérant que les taux fixés sont raisonnables et conformes à la circulaire budgétaire ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité des voix ;

#### DECIDE :

Article 1<sup>er</sup>. - Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019 inclus, une taxe communale sur l'usage de la voie  
publique à des fins de publicité commerciale au moyen de véhicules, munis de matériel de publicité.

En aucun cas, la taxe ne s'applique aux véhicules ou panneaux publicitaires accessoirement apposés sur des  
véhicules circulant à d'autres fins sur la voie publique notamment tramways, autobus, voitures de livraison.

SUITE DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAL DU 28 OCTOBRE 2013 - OBJET : TAXE SUR L'USAGE DE LA VOIE PUBLIQUE A DES FINS PUBLICITAIRES

Art. 2. - La taxe n'est pas due pour la publicité faite et ordonnée par l'Etat, la Province, la Commune et les Etablissements publics, ainsi que pour celle faite par les Etablissements d'utilité publique et par les Etablissements charitables, en vue d'une activité organisée sans esprit de lucre et dont le produit est affecté à un but de bienfaisance.

Art. 3 - Le montant de la taxe est fixé comme suit, par période indivisible d'un jour :

- 12,50 EUR, par véhicule automobile à usage normalement privé et servant occasionnellement à des fins publicitaires.
- 25,00 EUR, par véhicule automobile dont la finalité sert à la publicité.
- Ces taux seront doublés lorsque la publicité est accompagnée d'émissions musicales ou parlées à destination du public.

Les taux prévus par le présent règlement seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (indice santé) suivant la formule :

- $$\frac{\text{Taux du règlement} \times \text{indice au 31/10 de l'exercice d'imposition} - 1}{\text{Indice des prix au 31/10/2013}}$$
- 

Art. 4. - Tout redevable conformément aux dispositions du présent règlement est tenu de faire, au moins 24 heures d'avance, à l'administration communale, la déclaration contenant tous les renseignements nécessaires à la taxation.

Art. 5. - L'impôt est payable au comptant. A défaut de paiement, un rôle sera dressé par le Collège Communal et rendu exécutoire par celui-ci.

Art. 6. - A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, conformément à l'article L 3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Art. 7. - En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.

Art. 8. - Les clauses relatives à l'enrôlement, le recouvrement, le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatif au contentieux en matière fiscale.

Art. 9. - Le présent règlement sera transmis pour approbation au Gouvernement Wallon.

PAR LE CONSEIL :

PAR ORDONNANCE :

Le Directeur général,  
(Sé) C. DELAERE

Le Président,  
(sé) A. GADENNE

POUR EXTRAIT CONFORME :

Le Directeur général,

Christian DELAERE



Le Bourgmestre,

Alfred GADENNE